

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2003 — 3555

[C — 2003/12446]

19 JUIN 2003. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 7 mai 2002, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative au crédit-temps, à la diminution de carrière et à la réduction des prestations à mi-temps dans le cadre de la convention collective de travail n° 77bis signée au sein du Conseil national du travail le 19 décembre 2001 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 7 mai 2002, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative au crédit-temps, à la diminution de carrière et à la réduction des prestations à mi-temps dans le cadre de la convention collective de travail n° 77bis signée au sein du Conseil national du travail le 19 décembre 2001.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

—
Annexe

Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

Convention collective de travail du 7 mai 2002

Crédit-temps, diminution de carrière et réduction des prestations à mi-temps dans le cadre de la convention collective de travail n° 77bis signée au sein du Conseil national du travail le 19 décembre 2001 (Convention enregistrée le 17 juillet 2002 sous le numéro 63384/CO/319.02)

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services qui ressortissent à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement et qui sont agréés et/ou subsidiés par la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone et/ou la Commission communautaire française, ainsi que pour les établissements et services exerçant les mêmes activités et qui ne sont ni agréés ni subventionnés et dont l'activité principale est exercée en Région wallonne.

Par "travailleurs" on entend : les employées et employés, et les ouvrières et ouvriers.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2003 — 3555

[C — 2003/12446]

19 JUNI 2003. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 2002, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende het tijdskrediet, de loopbaanvermindering en de vermindering van arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking in het raam van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 2001 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 2002, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende het tijdskrediet, de loopbaanvermindering en de vermindering van arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking in het raam van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 2001.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

—
Bijlage

Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap

Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 2002

Het tijdskrediet, de loopbaanvermindering en de vermindering van arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking in het raam van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 2001 (Overeenkomst geregistreerd op 17 juli 2002 onder het nummer 63384/CO/319.02)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers van de inrichtingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en/of de Franse Gemeenschapscommissie, alsook voor de inrichtingen en diensten die dezelfde activiteiten uitoefenen en die noch erkend noch gesubsidieerd zijn en waarvan de voornaamste activiteit wordt uitgeoefend in het Waalse Gewest.

Onder "werknemers" worden de mannelijke en vrouwelijke bedienden, en de werklieden en werksters verstaan.

CHAPITRE II. — *Droit au crédit-temps*

Art. 2. En application de l'article 3, § 2, de la convention collective de travail n° 77bis relative au crédit-temps, à la diminution de carrière et à la réduction des prestations conclue au sein du Conseil national du travail le 19 décembre 2001, la durée de l'exercice du droit au crédit-temps est portée de 1 à 5 ans.

Art. 3. Le seuil tel que fixé à l'article 15, § 1^{er}, de la convention collective de travail n° 77bis est porté de 5 p.c. à 20 p.c. Ce seuil peut être augmenté par convention collective de travail d'entreprise.

Art. 4. Le droit au crédit-temps est accordé d'office à tout travailleur âgé de 50 ans et plus au moment de sa demande. Le travailleur bénéficiaire de cette disposition n'est pas pris en considération pour le calcul du seuil visé à l'article 3 de la présente convention collective de travail.

Art. 5. Lorsque le seuil défini à l'article 3 ci-dessus est dépassé, une liste d'attente est établie tenant compte des priorités suivantes :

1. Les travailleurs ayant épuisé leurs droits en matière d'interruption de carrière pour soins palliatifs;
2. Les travailleurs ayant épuisé leurs droits en matière d'interruption de carrière pour soins à un membre de la famille jusqu'au 2^e degré;
3. Les travailleurs ayant épuisé leurs droits en matière d'interruption de carrière pour congé parental;
4. Les travailleurs qui font une demande motivée par l'éducation d'un enfant de moins de 5 ans;
5. Les travailleurs qui font une demande motivée par l'inscription à des cours de formation.

CHAPITRE III. — *Remplacement*

Art. 6. Les partenaires sociaux sont soucieux de maintenir la qualité du service et de ne pas alourdir la charge de travail. A cette fin, les employeurs s'engagent, pour le volume d'emplois subsidiés et/ou financés et/ou rendus obligatoires par les pouvoirs publics, à procéder aux remplacements nécessaires pour maintenir globalement et en moyenne le volume de l'emploi durant la période subsidiée.

Pour ce faire, les employeurs associeront étroitement les travailleurs à la politique prévisionnelle de l'emploi en procédant à une consultation trimestrielle du conseil d'entreprise ou, à défaut de conseil d'entreprise, du comité pour la prévention et la protection du travail, ou, à défaut de comité pour la prévention et la protection au travail, de la délégation syndicale.

Toutefois, pour la part d'emplois non-subsidiés et/ou financés par les pouvoirs publics, s'il n'y a pas de remplacement, une argumentation écrite doit être donnée au conseil d'entreprise ou, à défaut de conseil d'entreprise, au comité pour la prévention et la protection du travail, ou, à défaut de comité pour la prévention et la protection au travail, à la délégation syndicale.

CHAPITRE IV. — *Diminution à 1/5^e temps - Modalités d'application*

Art. 7. Les modalités du droit à la diminution de carrière à 1/5 temps sont les suivantes :

- La diminution s'élève à 1/5^e de la durée de travail contractuelle à temps plein;
- Elle se prend sous forme de jours complets.

CHAPITRE V. — *Prestations sociales*

Art. 8. Lors du passage éventuel d'un système de crédit-temps, de diminution de carrière ou de réduction des prestations à mi-temps dans le cadre de la convention collective de travail n° 77bis, à la prépension conventionnelle, l'indemnité complémentaire de prépension sera calculée sur base de la rémunération perçue avant la réduction des prestations de travail. Cela pour autant que le calcul de l'allocation de chômage, en application du chapitre IV de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (*Moniteur belge* du 31 décembre 1991) se base également sur la rémunération relative aux prestations avant cette réduction.

HOOFDSTUK II. — *Recht op het tijdskrediet*

Art. 2. Bij toepassing van het artikel 3, § 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis betreffende het tijdskrediet, de loopbaanvermindering en de vermindering van de arbeidsprestaties, gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 2001, wordt de duur van uitoefening van het recht op tijdskrediet verlengd van 1 tot 5 jaar.

Art. 3. De in artikel 15, § 1, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis vastgestelde drempel wordt van 5 pct. op 20 pct. gebracht. Deze drempel kan worden verhoogd bij collectieve ondernemingsovereenkomst.

Art. 4. Het recht op tijdskrediet wordt automatisch toegekend aan elke werknemer van 50 jaar en ouder op het ogenblik van zijn aanvraag. De werknemer die het voordeel van deze bepaling geniet wordt niet in aanmerking genomen bij het berekenen van de drempel bedoeld in het artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 5. Wanneer de drempel bepaald in bovenvermeld artikel 3 overschreden is, wordt er een wachlijst opgesteld, rekening houdend met de volgende prioriteiten :

1. De werknemers die hun rechten inzake loopbaanonderbreking voor het verlenen van palliatieve zorgen uitgeput hebben;
2. De werknemers die hun rechten inzake loopbaanonderbreking voor het verzorgen van een familielid tot de 2^e graad uitgeput hebben;
3. De werknemers die hun rechten inzake loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitgeput hebben;
4. De werknemers die een gemotiveerde aanvraag doen voor de opvoeding van een kind jonger dan 5 jaar;
5. De werknemers die een gemotiveerde aanvraag doen voor de inschrijving op vormingscursussen.

HOOFDSTUK III. — *Vervanging*

Art. 6. De sociale partners wensen de kwaliteit van de dienstverlening te handhaven en de arbeidsdruk niet te verhogen. Daarom gaan de werkgevers de verbintenis aan, voor het door de overheden gesubsidieerde en/of gefinancierde en/of verplichte aantal betrekkingen, te voorzien in de nodige vervangingen om het globale en gemiddelde tewerkstellingsvolume te handhaven gedurende de gesubsidieerde periode.

Om dit doel te bereiken zullen de werkgevers de werknemers nauw betrekken bij het tewerkstellingsbeleid door middel van een driemaandelijke raadpleging van de ondernemingsraad of, bij gebreke vandien, van het comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebreke vandien, van de vakbondsafvaardiging.

Indien er evenwel, voor de niet door de overheden gesubsidieerde en/of gefinancierde betrekkingen, geen vervanging is, moet er een schriftelijke motivering worden verstrekt aan de ondernemingsraad of, bij gebreke vandien, aan het comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebreke vandien, aan de vakbondsafvaardiging.

HOOFDSTUK IV. — *1/5^e-loopbaanvermindering - Toepassingsmodaliteiten*

Art. 7. Voor het recht op de 1/5^e-loopbaanvermindering gelden de volgende modaliteiten :

- De vermindering bedraagt 1/5^e van de contractuele voltijdse arbeidsduur;
- Zij wordt genomen in de vorm van volledige dagen.

HOOFDSTUK V. — *Sociale prestaties*

Art. 8. Bij de eventuele overgang van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking in het raam van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis, naar het conventioneel brugpensioen, zal de aanvullende vergoeding worden berekend op basis van het loon dat werd verdiend voor de vermindering van de arbeidsprestaties. Dit voor zover de berekening van de werkloosheidsvergoeding, bij toepassing van het hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991), eveneens wordt gebaseerd op het loon voor de prestaties verricht voor deze vermindering.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 9. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 19 juin 2003.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2003 — 3556

[C - 2003/12496]

22 JUIN 2003. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 29 novembre 2000, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des compagnies aériennes autres que la S.A. SABENA, relative à la prépension conventionnelle (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire des compagnies aériennes autres que la S.A. SABENA;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 29 novembre 2000, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des compagnies aériennes autres que la S.A. SABENA, relative à la prépension conventionnelle.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

Sous-commission paritaire des compagnies aériennes
autres que la S.A. SABENA

Convention collective de travail du 29 novembre 2000

Prépension conventionnelle
(Convention enregistrée le 22 décembre 2000
sous le numéro 56076/CO/315.02)

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique à tous les employeurs et travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire des compagnies aériennes autres que la S.A. SABENA.

Art. 2. La convention collective de travail relative à la prépension conventionnelle conclue le 17 février 1998, rendue obligatoire par arrêté royal du 10 juillet 2000 (*Moniteur belge* du 28 février 2001), et dont la validité expire le 1^{er} janvier 2001, est prolongée pour une période de 3 ans.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2002. Zij wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door elke partij mits een opzeggingstermijn van drie maanden betekend door middel van een aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de huisvestingsinrichtingen en -diensten.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 19 juni 2003.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2003 — 3556

[C - 2003/12496]

22 JUNI 2003. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 2000, gesloten in het Paritair Subcomité voor de luchtvaartmaatschappijen andere dan de N.V. SABENA, betreffende het conventioneel brugpensioen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de luchtvaartmaatschappijen andere dan de N.V. SABENA;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 2000, gesloten in het Paritair Subcomité voor de luchtvaartmaatschappijen andere dan de N.V. SABENA, betreffende het conventioneel brugpensioen.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 juni 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

Paritair Subcomité voor de luchtvaartmaatschappijen
andere dan de N.V. SABENA

Collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 2000

Conventioneel brugpensioen
(Overeenkomst geregistreerd op 22 december 2000
onder het nummer 56076/CO/315.02)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de alle werkgevers en werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de luchtvaartmaatschappijen andere dan de N.V. SABENA.

Art. 2. De collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het conventioneel brugpensioen, gesloten op 17 februari 1998, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 juli 2000 (*Belgisch Staatsblad* van 28 februari 2001), en waarvan de geldigheid afloopt op 1 januari 2001, wordt verlengd voor een periode van 3 jaar.